

faire à la radio, quand il n'y a personne pour le rappeler à l'ordre. Il a déclaré:

Notre population augmente...

Eh bien, c'est vrai, mais elle n'augmente pas aussi rapidement qu'elle augmentait lorsque nous avions un gouvernement qui administrerait bien les affaires du pays et qui remplissait ses promesses. Je continue:

...et le pourcentage de ceux qui vont grossir les rangs de la main-d'œuvre augmente également.

Cela est également vrai, dans un certain sens. Le pourcentage de ceux qui veulent aller grossir les rangs de la main-d'œuvre augmente, mais leur capacité à participer à la main-d'œuvre n'augmente pas, malheureusement, à un rythme aussi rapide. Je continue:

Pour la première fois dans notre histoire, nous en sommes rendus au point où 6 millions de Canadiens travaillent.

Nous avons déjà dépassé ce sommet, et nous ne l'atteignons pas aujourd'hui, malheureusement, et nous étions en bas de ce sommet, lorsque ce discours a été prononcé, mais le premier ministre ne s'est pas donné la peine de le dire. Je continue:

Le problème, c'est que tous les jours il nous faut trouver plus d'emplois qu'il y en avait de disponibles le jour précédent et aussi trouver du travail à tous ceux qui en désirent.

Les Canadiens voudraient bien que le gouvernement trouve plus d'emplois. Il suffit de penser que, lorsque le premier ministre a fait cette déclaration, il y avait d'après la dernière statistique au moins 555,000 chômeurs, et 782,000 personnes qui touchaient des prestations d'assurance-chômage, donc des chômeurs par définition. Cela n'a pas empêché le premier ministre d'ajouter:

Nous devons... aussi trouver du travail à tous ceux qui en désirent.

Pourquoi le gouvernement ne le fait-il pas? Que va-t-il faire à ce sujet?

Les honorables vis-à-vis osent prétendre qu'ils dirigent les affaires du pays. Ils demandent au Parlement de voter d'énormes sommes, des 650 millions ou une somme presque égale, afin de voir aux affaires du Canada les deux prochains mois. Mais comment s'y prennent-ils? Voilà ce qui m'intéresse ici. Le premier ministre a dit aussi:

Et maintenant, comment allons-nous résoudre ce problème?

Ici même, à la Chambre, le premier ministre demande à l'opposition de lui indiquer des remèdes et, quand il se présente à la télévision, il semble adresser ses questions au peuple. Il a ajouté:

Le moyen, certes, consistera à mettre en valeur nos ressources naturelles...

Écoutez bien ceci:

...qui peuvent créer de nouveaux emplois et accroître le revenu de tous les Canadiens.

[L'hon. M. Pickersgill.]

Eh bien, pourquoi ne les crée-t-il pas? Je continue:

Et c'est là l'essence du problème, et des programmes que j'ai annoncés, il y a tout juste deux ans, comme nouvelle politique nationale pour le pays.

Rappelez-moi, monsieur le président, un seul projet de mise en valeur des ressources naturelles du pays qui ait été lancé par le gouvernement actuel? Oh, il a mené à terme bien des entreprises qui avaient été instaurées par le gouvernement précédent, mais, ces travaux terminés, il n'a rien trouvé pour les remplacer. Le gouvernement actuel n'a rien entrepris. Comme le député de Ville-neuve l'a signalé l'autre jour, on détruit les réalisations que nous avons édifiées.

Voici le genre de déclaration que le premier ministre adresse au peuple canadien:

Quand nous voyons ce qui a été fait en si peu de temps, nous ne pouvons que déplorer qu'une telle ligne de conduite n'ait pas été mise à exécution il y a bien des années.

Ma foi, je doute que la majorité des Canadiens partage longtemps ce regret. Je puis vous dire, monsieur le président, que je ne fais pas souvent de prédictions, mais j'en ferai tout de même une, soit, que la "vision" de 1957 deviendra le pire cauchemar qu'ait jamais eu la population du pays.

L'hon. M. Churchill: C'a sûrement été un cauchemar pour vous en 1957.

L'hon. M. Pickersgill: Pour ma part, ça ne l'a pas été du tout. Le seul cauchemar que j'aie maintenant, c'est celui que j'ai quand je suis obligé de contempler l'honorable représentant à la télévision. Je puis lui assurer que c'est un cauchemar que partagent bien des gens.

M. Bell (Saint-Jean-Albert): Vous avez lâché M. St-Laurent pas mal vite en 1957; vous n'avez même pas été à la gare pour le recevoir.

L'hon. M. Pickersgill: Pour qui sonne le glas..., monsieur le président. L'intervention du député ne semble pas beaucoup se rapporter aux subsides provisoires que le ministre des Finances souhaite beaucoup faire adopter.

Voici ce que nous dit le premier ministre:

Et nous ne serons jamais satisfaits de voir se développer une partie du pays tant qu'une autre restera en arrière.

Alors que prouvent ces chiffres? Ces données démontrent que pour ainsi dire toute l'augmentation du nombre des chômeurs, entre janvier et février, s'est produite dans la province de Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Ces provinces ne restent-elles pas en arrière des autres, ou bien que signifient ces paroles? Il s'agit tout simplement de mots, de mots et encore de mots.

On a permis que cela se produise dans le passé...